



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement de  
l'Aménagement et du logement Occitanie**

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant modification des conditions d'exploitation des  
installations exploitées par la société COLIEGE METALCO EMBALLAGES à TOULOUSE**

N°158

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre Ier du livre V ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mars 2007 autorisant la société COLIEGE METALCO EMBALLAGES à exploiter une usine de fabrication de capsules de surbouchage collées au 44 rue d'Alembert à TOULOUSE ;

Vu la lettre préfectorale du 11 octobre 2017 actualisant le tableau de classement des activités du site ;

Vu le dossier de porter à connaissance déposé en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement par la société COLIEGE METALCO EMBALLAGES le 27 mai 2019, portant sur le projet d'ajout d'une ligne d'impression supplémentaire et d'une station de dosage sur son site de TOULOUSE ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 25 février 2022 ;

Considérant que les demandes de modification susvisées n'entraînent pas d'augmentation de capacité des rubriques autorisées entrant dans le champ des projets soumis à évaluation environnementale ;

Considérant, de plus, que ces demandes de modification ne sont pas susceptibles d'entraîner des dangers ou des inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

Considérant, en conséquence, que les modifications sollicitées par l'exploitant ne sont pas à considérer comme substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient d'actualiser le tableau de classement des activités du site ;

Considérant, par ailleurs, le résultat des dernières mesures acoustiques réalisées du 21 au 24 janvier 2022 ;

Considérant que ces résultats montrent que les émergences mesurées se situent au niveau du maximum admissible par la réglementation en vigueur ;

Considérant qu'il y a lieu que la situation acoustique du site soit réévaluée régulièrement afin de tenir compte de l'évolution de l'environnement du site ;

Considérant, en conséquence, que les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2007 nécessitent d'être complétées sur ce point ;

Considérant que le site ne présente pas d'autres enjeux environnementaux particuliers ;

Considérant de ce fait que le projet d'arrêté préfectoral n'a pas été soumis à l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant, par courriel du 19 novembre 2024, afin qu'il puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant les observations de l'exploitant transmises par courriel du 28 novembre 2024 ;

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** : La société COLIEGE METALCO EMBALLAGES, dont le siège social est situé à TOULOUSE, 44 rue d'Alembert, est tenue de se conformer aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2007 susvisé, modifié et complété par le présent arrêté pour l'exploitation des installations détaillées dans les articles suivants au sein de son établissement situé à la même adresse.

## **Art. 2 : Liste des installations classées**

Le tableau de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2007 modifié est remplacé par le tableau suivant :

N°	INTITULÉ DE LA RUBRIQUE	ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES ET VOLUME AUTORISÉ	RÉGIME
<b>2450-A-a</b>	<p>Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante</p> <p>A) Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est :</p> <p>a) Supérieure à 200 kg/j</p>	Quantité maximale journalière : 700 kg/j	A
<b>2560-2</b>	<p>Travail mécanique des métaux et alliages.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure à 150 kW mais inférieure ou égale à 1 000 kW</p>	Puissance installée : 300 kW	D
<b>2662-2</b>	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup>, mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup></p>	Volume maximal susceptible d'être stocké : 250 m <sup>3</sup>	D
<b>4130-2-b</b>	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	Quantité maximale susceptible d'être stockée : 9 t (encres vinyl et vernis)	D
<b>4331-3</b>	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y</p>	Quantité maximale susceptible d'être stockée : 89,5 t (solvants dont 40 t d'acétate d'éthyle)	D

	compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t		
<b>4510-2</b>	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Quantité maximale susceptible d'être stockée : 39 t (encres et vernis)	D
<b>1185-2-a</b>	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant [inférieure à 300 kg]	Quantité cumulée de fluides frigorigènes contenus dans les équipements frigorifiques ou climatiques : 243 kg	NC
<b>2910-A</b>	Combustion A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...], si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : [inférieure à 1 MW]	11 aérothermes fonctionnant au gaz d'une puissance totale de : 560 kW	NC
<b>4511</b>	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : [inférieure à 100 t]	Quantité maximale susceptible d'être stockée : 1 tonne (colles manchon)	NC

A = autorisation – D = déclaration – NC = non classé

### **Art. 3 : Mesures de bruit**

L'article 5.5 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2007 est complété comme suit :

#### **Article 5.5 – Mesure des émissions sonores**

*"Une campagne de mesure des émissions sonores et des émergences est réalisée tous les 3 ans.*

*En cas de besoin, et en particulier sur demande de l'inspection des installations classées en cas de plainte, ou lors d'une modification des installations, l'exploitant fait réaliser, à ses frais, de nouvelles mesures des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié.*

*Ces mesures s'effectuent aux emplacements définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée"*

**Art. 4 :** Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Art. 5 :** Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement.

**Art. 6 :** Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de TOULOUSE, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

**Art. 7 :** Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de TOULOUSE et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de TOULOUSE pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

**Art. 8 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne et le maire de TOULOUSE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société COLIEGE METALCO EMBALLAGES.

Fait à Toulouse, le

11 DEC. 2024

Pour le préfet  
et par délégation :  
Le secrétaire général,

Serge JACOB

